

# L'individuel et le collectif

(au temps du syndicalisme révolutionnaire)



1. Une exigence morale
2. Une morale « héroïque »
3. Former la « capacité » ouvrière
4. La classe ouvrière se dote de ses propres institutions

# L'individuel et le collectif

## (au temps du syndicalisme révolutionnaire)

### 1 Une exigence morale

F. Pelloutier, fondateur de la Fédération des Bourses du Travail, s'est toujours défendu des formes d'action qui impliquent, sous quelque forme que ce soit, dissolution des ressources propres de l'individu dans le collectif. Pour lui, la manière de parvenir au résultat modifie ce résultat lui-même et il écrit à ce propos : « Le dévouement d'un homme vaut ce que vaut cet homme ; pour se dévouer utilement, il faut donc, au préalable, avoir agi vigoureusement sur soi-même ; par suite, toute opinion tendant à atténuer chez l'homme le sentiment de sa responsabilité, à placer ailleurs qu'en lui le moteur moral qui le fait agir, doit être écartée. »

Commentant ce texte, J. Julliard (1) précise : « Loin qu'il s'agisse d'une chose naturelle à l'homme, le goût de l'indépendance individuelle, le refus des conformismes quel qu'ils soient, ne peuvent être que le résultat d'un effort sur soi-même », et il souligne par ailleurs « la racine morale des idées politiques de Pelloutier, puisqu'à chaque instant les impératifs de la lutte de classe sont confrontés à la nécessaire réforme morale et intellectuelle des individus ». Pelloutier est ainsi le porte-parole d'un syndicalisme qui ne sépare jamais l'émancipation définitive de la classe de l'accomplissement, aujourd'hui même, des individus qui la composent.

Dans la mesure où il participe à l'action, l'individu s'accompagne ; c'est ce que nous explique E. Pouget, secrétaire adjoint de la CGT, venu au syndicalisme, comme Pelloutier après un passage par l'anarchisme ; dans une brochure traitant de l'action directe il conclut par ces mots : « L'action directe, autre valeur de fécondation sociale, porte en soi une valeur de fécondation morale, car elle affine et élève ceux qu'elle imprègne, les dégage de la gangue de la passivité et les excite à s'irradier en force et en beauté. »

A travers cette instance sur le thème de la morale, on saisit combien les syndicalistes révolutionnaires, tout comme Proudhon des années auparavant, étaient animés de la conviction selon laquelle l'instauration d'une société juste ne saurait résulter d'une nécessité scientifique, de toute façon inéluctable.

Le « syndicalisme d'action directe » ou « syndicalisme révolutionnaire » dont on voit les prémisses dans l'organisation des Bourses du Travail au début des années 1890 et qui s'épanouit au sein de la CGT, surtout de 1902 à 1908, se caractérise par ce que nous pourrions appeler un refus du « collectivisme » ; un refus de la dissolution de l'individu dans le groupe et du primat de l'organisation sur la liberté de l'individu. Cela va de pair avec la volonté de rassembler des individus de plus en plus conscients, capables par l'action directe, d'être eux-mêmes les acteurs de leur émancipation, d'où l'opposition à toute forme d'action qui se contenterait d'entraîner des masses amorphes, prêtes à troquer, par la révolution, une domination contre une autre. Ce syndicalisme, et cela est particulièrement net au sein des Bourses du Travail, sans négliger nullement son rôle d'organisation collective, se veut au service du prolétariat qu'il entend hisser au rang de producteur ; on a pu le définir comme « la solidarité au service de l'individu ». Nous voudrions ici réfléchir sur quelques-uns des aspects caractérisant ces orientations.

(1) J. Julliard, « Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe », Seuil, 1971, p. 212. Nous avons emprunté à cet ouvrage nombreux thèmes développés ici.

table, mais d'une exigence morale que l'individu se devait d'aider à faire triompher.

Pour eux, la condamnation sans appel de la société bourgeoisie et de sa morale n'avait pas pour conséquence le rejet de toute morale. Comme le souligne A. Kriegel (2), ils n'entendaient pas non plus reconstruire sur le terrain et dans le cadre d'une société post-révolutionnaire, ainsi que le tenteront plus tard les bolcheviks, une « échelle de valeurs originale définissant un type d'homme nouveau ». Ce qu'ils voulaient c'est que puisse mûrir le meilleur de l'homme en conformité avec ses valeurs permanentes ; ils espéraient, par leur appel à l'esprit de responsabilité personnelle, par la confiance qu'ils faisaient à l'initiative individuelle, voir chez lui, comme l'écrivait Lagardelle : « surgir au premier plan ces facultés d'enthousiasme, ce besoin de combat, cette soif de conquêtes qui l'illuminent et le portent jusqu'au sublime ».

## 2 Une morale « héroïque »

L'individu ne pourra être efficace dans le combat révolutionnaire que s'il évite les pièges tendus à la classe ouvrière pour lui faire accepter les cadrés de la société existant. F. Peiloutier dénonce en 1899 ceux qui ne sont pas capables de vivre en marge de l'ordre : « L'homme assez veule pour se classer, au lieu de vivre en marge de l'ordre, pour se laisser immatriculer dans les troupes régulières au lieu de rester dans le bataillon des guerilleros, pour souhaiter, lui fort et sain, une vie toute faite et mesquine, au lieu d'ambitionner une vie large et de la conquérir à force d'audace, d'énergie et de travail, celui-là n'est utile à personne, pas même à lui, c'est un ventre, une machine à ingérer et à digérer. »

Cette nécessaire capacité des militants à se distinguer, à se séparer, à « faire scission » est aussi soulignée par G. Sorel qui, quelques années plus tard, jette un regard sur ce qui fait l'essence du syndicalisme révolutionnaire. Il compare les militants aux soldats qui, après avoir défendu la Révolution française, l'exportaient hors des frontières : « Pendant les guerres de la Liberté, chaque soldat se considérait comme étant un

personnage ayant à faire quelque chose de très important dans la bataille, au lieu de se regarder comme étant seulement une pièce dans un mécanisme militaire confié à la direction souveraine d'un maître. » Et il poursuit : « Le même esprit se retrouve dans les groupes ouvriers qui sont passionnés par la grève générale ; ces groupes se représentent en effet la révolution comme un immense soulèvement qu'on peut encore qualifier d'individualiste : chacun marchant avec le plus d'ardeur possible, opérant pour son compte, ne se préoccupant guère de subordonner sa conduite à un grand plan d'ensemble savamment combiné. Ce caractère de la grève générale prolétarienne a été maintes fois signalé et il n'est pas sans effrayer des politiciens avides qui comprennent parfaitement qu'une révolution menée de cette manière supprimerait toute chance pour eux de s'emparer du gouvernement (3). »

Insistant par ailleurs sur le caractère « absolument irréformable » d'une telle révolution qui aurait pour effet de remettre les forces productives aux mains « d'hommes » capables dès aujourd'hui, dans l'atelier, de se passer de maîtres, G. Sorel souligne combien les syndicalistes révolutionnaires doivent être persuadés qu'ils se consacrent ainsi à une « œuvre grave, redoutable et sublime »... « C'est à cette condition seulement qu'ils pourront accepter les innombrables sacrifices que leur demande une propagande qui ne peut procurer ni honneurs, ni profits, ni même satisfactions intellectuelles immédiates. Quand l'idée de grève générale n'aurait pour résultat que de rendre plus héroïque la notion socialiste, elle devrait déjà, par cela seul, être regardée comme ayant une valeur inappreciable (4). » En outre la conception même de la marche au socialisme par la grève générale confère à celui-ci une « haute valeur éducative ».

## 3 Former la « capacité » ouvrière

Les moyens de former la « capacité » ouvrière sont divers. Les deux principaux mis en œuvre par le syndicalisme d'action directe sont l'éducation et l'action, notamment la grève.

(2) Annie Kriegel, « Le Pain et les Roses », chapitre sur « Le syndicalisme révolutionnaire et Proudhon », PUJF, 1968, p. 35.

(3) G. Sorel, « Réflexion sur la violence », Libr. Marcel Rivière, 1950, p. 374-375.

(4) G. Sorel, ouvrage cité, p. 201-202.

■ *L'Education*

Celle-ci est considérée par F. Pelloutier comme une des tâches essentielles des Bourses du Travail. En leur sein l'enseignement est conçu sous diverses formes.

• C'est d'abord la *bibliothèque* permettant aux militants qui en ressentent le besoin de se former eux-mêmes. On trouve ainsi nombre d'autodidactes. En 1907 : 116 Bourses sur 136 possèdent une bibliothèque. Le nombre de volumes peut aller de quelques unités à 2 700 pour la Bourse de Paris. A côté d'ouvrages techniques, les rayons contiennent les ouvrages les plus divers, littérature, politique, droit...

C'est ainsi qu'à Besançon (5) le « Manuel d'Economie politique » de Ch. Gide cotoie « l'Histoire naturelle » de Buffon. Les brochures syndicales de Pelloutier, Delesalle, Keuffer, Yvetot coudoient les œuvres complètes de Voltaire. On trouve des romans de Balzac, d'Alexandre Dumas, d'Eugène Sue, les œuvres complètes de Zola et d'innombrables brochures anticléricales. « Certes, ces ouvrages ne sont pas d'une qualité irréprochable, ni d'un accès très facile. Certains ne sont pas encore coupés. Mais la plupart sont lus et relus ; les couvertures fatiguées, les pages tachées l'attestent. »

Pour prendre un autre exemple notons qu'à Mazamet (6) les œuvres de Victor Hugo constituent un cinquième du fonds, riche aussi en ouvrages de Zola, Anatole France et Tolstoï. Parmi les ouvrages politiques à côté de « l'Histoire socialiste » de Jaurès on trouve les œuvres d'anarchistes comme J. Grave, Bakounine, Louise Michel... Enfin des ouvrages de technique professionnelle concernant la laine et le cuir (matières travaillées à Mazamet) voisinent avec des ouvrages de droit.

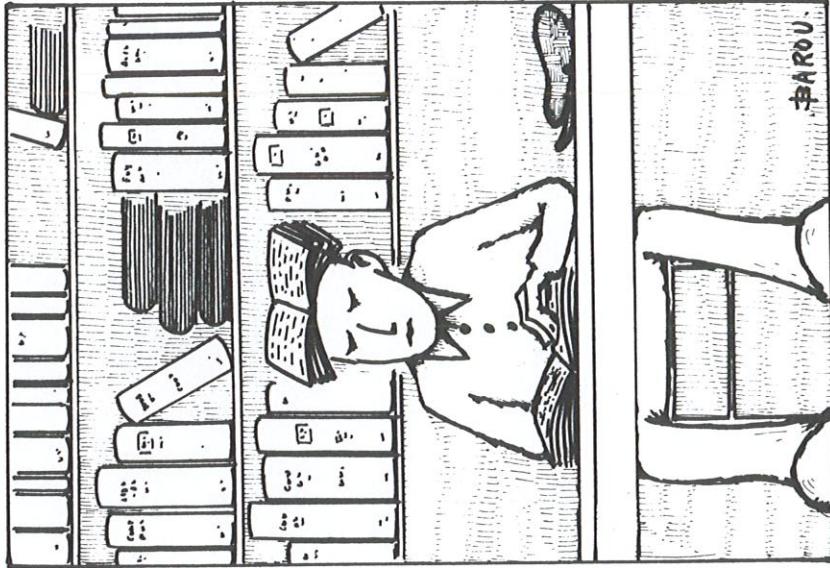
• L'éducation ouvrière peut se faire aussi par l'intermédiaire d'une *presse ouvrière*. F. Pelloutier qui tenta de faire vivre une revue et finalement échoua, déplorait amèrement le désintérêt de la masse des travailleurs pour ce type de presse. D'autres tentatives furent faites notamment après 1908 alors que le syndicalisme révolutionnaire connaissait une période de crise. Il apparut alors nécessaire à certains de renforcer les moyens à la disposition des militants pour se former.

C'est ainsi que Pouget et Monatte tentèrent en 1909 le lancement d'un quotidien « La Révolution » ; mais, aux prises

avec des difficultés de tous ordres — et surtout financières — l'équipe ne put maintenir le quotidien au-delà de 40 jours (7). P. Monatte se lança alors en octobre 1909 dans le lancement d'une revue « La Vie Ouvrière » qu'il arrivera à maintenir jusqu'en 1914 malgré de nombreuses vicissitudes, et avec un chiffre d'abonnements inférieur à 2 000.

En 1911 le lancement d'un quotidien du matin « La Bataille syndicaliste » à l'instigation de L. Jouhaux, alors secrétaire de la CGT, et de Griffuelhes, l'un de ses prédecesseurs, ne se fit pas sans mal et le journal fut en crise continue jusqu'en 1914.

• C'est généralement avec le soutien des municipalités que se développèrent, dans les Bourses les *cours professionnels*. Un Anglais qui a étudié ce problème a trouvé ces cours très



(5) J. Charles, « Les débuts de l'organisation ouvrière à Besançon (1874-1904) » dans « Le Mouvement social », n° 40, juillet-sept. 1962.  
(6) R. Cazals, « Avec les ouvriers de Mazamet dans la grève et l'action quotidienne 1909-1914 », Maspero, 1978, p. 259-261.

(7) P. Monatte, « La lutte syndicale », Maspero, 1976, p. 61 à 127.

vivants pendant la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle dans la plupart des bourses de Province, notamment à Nîmes, Toulouse et Marseille. Exprimant la résistance des ouvriers qualifiés au déclin des métiers professionnels, cet enseignement concernait surtout des professions artisanales comme le bâtiment, la mécanique ou l'aménagement. Lors du Congrès de Rennes en 1898 des inquiétudes furent manifestées concernant la valeur de l'apprentissage, mais Pelloutier insista sur l'importance de cette lutte contre la déqualification dont est victime l'ouvrier, et en conséquence pour la poursuite de tous les efforts en ce domaine.

- Mais l'idée la plus originale, malheureusement jamais réalisée, et qui montre bien les conceptions de Pelloutier en matière d'éducation ouvrière, c'est celle de *Musée du Travail*. Il cherche le moyen de mettre concrètement sous les yeux du travailleur « la substance même de la science sociale » et il conclut que la meilleure solution c'est de lui montrer les produits et leur histoire. Il envisage ainsi la création par chaque Bourse « d'un musée subdivisé en autant de sections qu'il y a d'unions ouvrières et qui annexât à l'échantillon de chacun des produits manufacturés toute son histoire. Les ouvriers connaîtraient ainsi en quelques minutes d'où vient le tissu mis sous leurs yeux ; les contrées diverses où il se fabrique ; son prix de revient ; le nombre d'ouvriers qu'exige sa fabrication ; leur salaire ; ce qu'ils dépensent pour vivre ; combien ils travaillent d'heures par jour et de jours par an ; le prix de vente en gros et en détail du tissu ; le nombre, la nature et la productivité des machines qui l'ont tissé : tous ces chiffres tenus à jour et indiquant constamment la situation comparative du capitaliste et de l'ouvrier, du producteur et du consommateur (8)... ».

A travers ce tableau systématique de l'exploitation ouvrière, le peuple aurait « le moyen de dégager lui-même les phénomènes sociaux et, de ces phénomènes, toute leur signification ». Il connaît ainsi « la science de son malheur ».

- Mais, peut-on se borner à des cours professionnels et aux enseignements tirés des musées du travail. Ne faut-il pas aller au-delà et envisager que la Bourse soit le lieu où l'on donne aux travailleurs une culture complète destinée à contrebalancer la culture officielle ou à suppléer ses carences ? Si certaines Bourses, comme celle de Besançon intègrent des initiatives nées hors d'elles comme les universités populaires,

(8) F. Pelloutier, « Histoire des Bourses du Travail », Publications Gramma, 1971, p. 183.

il semble que ce soit l'exception. Dans la tradition du mouvement ouvrier français, on estime généralement que « l'éducation de la classe ouvrière ne peut être qu'une auto-éducation (9) » ; c'est-à-dire celle donnée par les travailleurs les plus expérimentés aux moins expérimentés, par les plus « cultivés » au moins « cultivés ».

Certains militants du syndicalisme révolutionnaire, parmi les plus engagés, ont considéré qu'ils avaient un rôle essentiel à jouer dans cette auto-éducation. Ainsi, le breton Pengham, après avoir été inculpé pour propos antimilitaristes, est appelé à la caserne en 1906 ; il se fait instituteur et se met à apprendre à lire et à écrire à ses camarades illétrés. Cette besogne étant insuffisante pour son activité, il entreprend des causeries anti-alcooliques qui lui valent les félicitations du colonel (10). Il mènera d'ailleurs toute sa vie le combat contre l'alcoolisme, fléau particulièrement redoutable en pays breton.

- Mais à propos d'enseignement, le Congrès des Bourses en 1900 est affronté à un problème beaucoup plus vaste. Si l'enseignement d'Etat est un enseignement de classe ne faut-il pas répliquer en organisant dans les Bourses à côté de l'enseignement professionnel un enseignement général ; c'est-à-dire faut-il aller jusqu'à concurrencer l'enseignement primaire public en revendiquant la liberté d'enseignement. Bien que trois Bourses aient défendu la notion de service public, c'est l'idée de liberté d'enseignement qui l'emporte au Congrès et la motion adoptée invite les Bourses « à faire tous leurs efforts pour compléter l'enseignement technique par l'enseignement primaire ». En réalité ce texte n'aura pas de suite, et dans les années qui suivent, comme le note Y. Lequin à propos de la région lyonnaise, est très significatif « l'échec des campagnes contre l'école laïque qui tombent totalement à plat quand elles ne suscitent pas des réactions hostiles (11) ».

### **■ L'action**

Que l'action soit sous forme de grève ou sous toute autre forme, elle n'est pas seulement un instrument manié en vue

(9) J. Juliard, ouvrage cité, p. 247.

(10) G. Baal, « Le syndicalisme révolutionnaire à Brest » dans « Le Mouvement social », n° 82, janvier-mars 1973.

(11) Y. Lequin, « Les ouvriers de la Région lyonnaise », tome II, « Les intérêts de classe et la République », PU Lyonnaises, 1977, p. 337.

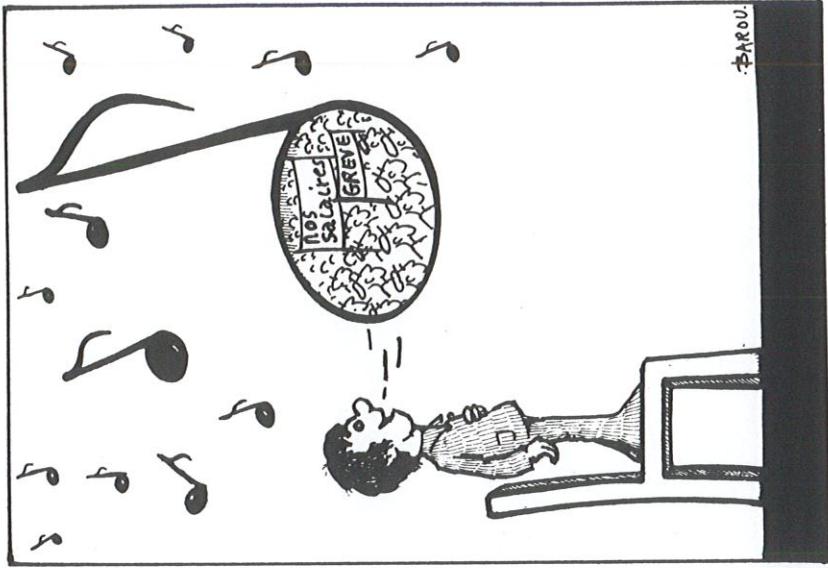
d'une certaine fin ; le résultat visé est inséparable de la démarche pédagogique, de l'effet de prise de conscience qui l'accompagnent.

Ainsi en 1896, le syndicat des employés de commerce qui l'accompagnent, par le truchement de leurs syndicats, à refuser tout achat après 8 heures du soir. Commentant cette initiative lors du comité fédéral des Bourses, Pelloutier insiste sur le fait que « c'est seulement par l'action personnelle que les travailleurs pourront obtenir les améliorations qu'ils désirent. Il faut donc encourager tout ce qui tend à l'effort direct, tout ce qui est de nature à faire naître l'esprit d'initiative et l'énergie, faire comprendre en un mot au prolétariat qu'il doit exclusivement compter sur lui-même ».

Quelques années plus tard, après une période où la perspective d'une grève générale avait fait oublier un peu l'importance de la lutte quotidienne, le secrétaire général de la CGT, V. Griffuelhes, écrivait : « Le jour n'est pas loin où tous les militants reconnaîtront que la véritable action révolutionnaire est celle qui, pratiquée chaque jour, accroît et augmente la valeur révolutionnaire du prolétariat. La grève, maniée par une classe ouvrière rendue forte par ses luttes, grâce à des syndicats puissants et agissants peut davantage que tout le contenu des bibliothèques ; elle éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée (12). »

tion mutualiste réformiste, il y en a une autre qui peut être fondée sur l'idée d'action directe, la classe ouvrière étant incitée à se doter de ses propres institutions.

Nous allons examiner rapidement quelles sont les institutions qui ont ainsi été mises en place au sein notamment des Bourses du Travail.



#### 4 La classe ouvrière se dote de ses propres institutions

Si l'éducation et l'action sont les principaux moyens de « former la capacité ouvrière », il ne faudrait pas oublier la mutualité qui y contribue dans une moindre mesure. Certes l'option mutualiste apparaît au lendemain de la Commune comme un refus du socialisme révolutionnaire et constitue le terrain de prédilection des modérés et réformistes. Cependant, et c'est en cela qu'elle intéresse Pelloutier, elle se situe sur un terrain qui court-circuite l'Etat et elle peut être un moyen d'auto-émancipation de la classe ouvrière. S'il y a une conception

(12) Cité par J. Juilliard, « Clemenceau briseur de grèves », Col. Archives, éd. Juilliard, 1965, p. 31.

Le 25 juillet 1895 dans la toute nouvelle Bourse de Saint-Etienne, le secrétaire de la Bourse explique : « Les Bourses du Travail doivent remplacer à brief délai toutes les ignobles officines qui sous le nom de bureau de placement exploitent de façon odieuse la misère ouvrière... Ces institutions d'un

autre âge ont donc vécu et doivent faire place dès maintenant à d'autres plus démocratiques et surtout plus honnêtes (13). » A Angers, l'objectif premier de la Bourse est de « servir d'intermédiaire entre l'offre et la demande en mettant en rapport patrons et ouvriers de la ville et du département ». D'ailleurs la Municipalité limiterait volontiers à cette tâche l'activité de la Bourse (14). Une statistique portant sur les années 1892-1894 indique un peu plus de 1 000 ouvriers placés pour quelque 3 000 demandes d'emplois, dans le département. Ce sont essentiellement les ouvriers professionnels qui recourent aux services de la Bourse.

A Besançon au contraire la majorité des demandes émane de catégories assez particulières : plus de la moitié de gens de maison ; y font aussi appel des cultivateurs, des hommes de peine... c'est-à-dire des catégories réfractaires à l'organisation syndicale et il apparaît que cet office, contrairement à ce qu'en attendait n'a pas été un bon moyen de propagande syndicale. Les projets de Pelloutier sont beaucoup plus vastes ; il s'agit de créer un « Office national ouvrier de statistique et de placement » ; dans son « Histoire des Bourses du Travail », il explique que « c'est ce système de placement généralisé étendu à toutes les villes de France, que vient de créer, d'accord avec le Ministère du Commerce, le Comité Confédéral des Bourses du Travail ». En réalité ce sera une œuvre mort-née.

#### ■ Autres mesures pour lutter contre le chômage

Hérité du compagnonnage on trouve le « *viaticum* » ou secours aux ouvriers de passage. C'est une allocation permettant à l'ouvrier qui recherche du travail à la fois de séjourné dans une ville le temps nécessaire pour visiter les divers ateliers de sa profession, mais aussi au besoin de gagner la ville voisine pour poursuivre sa recherche. A Angers le secours accordé se présentait sous forme d'un bon délivré par le secrétaire de la Bourse sur présentation de la carte syndicale. Le secours de chômage est par contre en régression, alors qu'il jouissait 20 ans plus tôt d'une assez grande faveur. Cependant il existe dans quelques Bourses qui, au lieu de le considérer comme une mesure d'assistance, estiment qu'il s'agit du « paiement d'une dette de solidarité contractée par les

(13) Cité par P. Héritier, R. Bonnevalle, etc. ; « 150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois », éd. « Le Champ du possible », 1979, p. 95.  
(14) M. Poperein, « Création des Bourses du Travail en Anjou (1892-1894) », dans « Le Mouvement social », n° 40, juil.-sept. 1962.

syndiqués les uns envers les autres et surtout comme le moyen de soustraire le chômeur aux offres de travail déprécié ». A Brest une société de secours est créée en 1898 et compte 300 membres. A Besançon pour avoir droit à l'allocation il faut être « bon syndiqué » et avoir été privé de travail durant 15 jours. La Bourse de cette ville s'élève contre une décision de la municipalité tendant à faire distribuer les secours aux chômeurs par le bureau de bienfaisance ; il s'agit pour elle d'une « insulte à l'amour-propre des travailleurs ».

#### ■ La Coopération

Si les militants sont, sauf exceptions, assez réticents vis-à-vis des coopératives de production avec tous les risques qu'elles présentent de voir des travailleurs devenir exploitateurs de leurs camarades, en revanche on voit naître fréquemment des coopératives de consommation. Elles ont souvent une vie difficile comme à Besançon où l'on est obligé d'organiser des fêtes pour renflouer l'institution qui, créée en 1896, sera dissoute en 1903. D'autres fois, elles réussissent à faire tâche d'huile ; ainsi, dans la région stéphanoise les syndicats soutiennent la création de coopératives jusque dans les petits centres ouvriers du Gier et de l'Ondaine. En 1895 ces coopératives rassemblent dans la région 12 000 sociétaires, le double en 1907.

En réalité ces coopératives n'apparaissent pas comme typiques du syndicalisme d'action directe dans la mesure où elles sont souvent créées en commun par des syndicalistes et des socialistes, ce qui d'une certaine façon contredit la Charte d'Amiens.

Dans le cadre des syndicats ou des Bourses on voit aussi s'organiser des caisses de secours, comme par exemple à Mazamet celle des mégissiers, mais aussi celle des délinéeurs qui envisage même la création d'une clinique. A Saint-Etienne le secrétaire de la Bourse créera à la veille de la guerre un dispensaire pour mutilés du travail...

#### ■ Secours de grève

Les caisses de résistance qui eurent une importance certaine dans le mouvement ouvrier français avant 1848, sont plutôt mal vues par les syndicalistes révolutionnaires ; on est contre les « trésors de guerre » prônés par certains guestdistes du Textile du Nord.

# Des stratégies du développement

En revanche lors des longues grèves s'organisent la solidarité notamment sous deux formes. Il s'agit d'une part des « soupes communistes ». Ainsi à Fougères (15) lors de la grève de 1907 les ressources collectées par les grévistes sont utilisées pour installer des fourneaux et des marmites dans la cour de la Bourse. 8 000 grévistes défilent là deux fois par jour et mangent bien pour 25 centimes par jour, ce qui leur permettra de résister jusqu'à la fin.

Une autre forme de solidarité, c'est l'*exode des enfants* qu'on organise par exemple à Mazamet lors de la grève de 1909, à Fougères lors de celle de 1907. Dans cette dernière ville, sur proposition des militants de la Bourse du Travail de Rennes de nombreux enfants sont dirigés dans des familles ouvrières de différentes villes du département. Un second départ en emmènera encore plus loin, à Saint-Brieuc, Paris, Rouen, Saint-Nazaire, Nantes... Au total 500 enfants seront ainsi pris en charge permettant aux parents de se consacrer à la conduite de la grève. Les enfants sont les meilleurs ambassadeurs des grévistes ; on fait raconter le combat de leurs parents, chanter les chants des grévistes...

■ A travers ce rapide survol on s'aperçoit que le syndicalisme d'action directe se distingue par un certain nombre de caractères.

Loin de viser à la dissolution de l'individu dans l'organisation, il tend au contraire à son extraction du groupe anonyme et pour nombre de militants de l'époque cette entreprise collective, comme le souligne J. Julliard, est d'abord l'occasion d'une aventure individuelle qui les révèle à eux-mêmes.

« Amants passionnés de la culture de soi-même », culture qui est au sens propre travail de soi, sur soi, défoncement en profondeur du terrain pour lui faire produire davantage, les militants du syndicalisme d'action directe ont consacré une part importante de leur temps à forger « la capacité ouvrière » sans laquelle la révolution sociale n'est qu'un leurre.

Enfin leur refus des institutions établies ne les a pas pour autant rejetés dans un individualisme destructeur, mais les a conduits à construire au plus près des travailleurs et par leur initiative les institutions permettant de mettre la solidarité au service de l'individu.

Michel BRANCIARD



1. 1980 : Une année décisive
2. Les principales stratégies qui s'affrontent
3. Belgrade : premier pas d'une approche syndicale

(15) C. Gaslin, « Les grèves de Fougères : (1887-1907) », dans « Le Mouvement social », n° 82, janvier-mars 1973.

## ANALYSES

En revanche lors des longues grèves s'organisent la solidarité notamment sous deux formes. Il s'agit d'une part des « *soupes communistes* ». Ainsi à Fougères (15) lors de la grève de 1907 les ressources collectées par les grévistes sont utilisées pour installer des fourneaux et des marmites dans la cour de la Bourse. 8 000 grévistes défilent là deux fois par jour et mangent bien pour 25 centimes par jour, ce qui leur permettra de résister jusqu'à la fin.

Une autre forme de solidarité, c'est l'*exode des enfants* qu'on organise par exemple à Mazamet lors de la grève de 1909, à Fougères lors de celle de 1907. Dans cette dernière ville, sur proposition des militants de la Bourse du Travail de Rennes de nombreux enfants sont dirigés dans des familles ouvrières de différentes villes du département. Un second départ en emmènera encore plus loin, à Saint-Brieuc, Paris, Rouen, Saint-Nazaire, Nantes... Au total 500 enfants seront ainsi pris en charge permettant aux parents de se consacrer à la conduite de la grève. Les enfants sont les meilleurs ambassadeurs des grévistes ; on fait raconter le combat de leurs parents, chanter les chants des grévistes...

■ A travers ce rapide survol on s'aperçoit que le syndicalisme d'action directe se distingue par un certain nombre de caractères.

Loin de viser à la dissolution de l'individu dans l'organisation, il tend au contraire à son extraction du groupe anonyme et pour nombre de militants de l'époque cette entreprise collective, comme le souligne J. Julliard, est d'abord l'occasion d'une aventure individuelle qui les révèle à eux-mêmes.

« Amants passionnés de la culture de soi-même », culture qui est au sens propre travail de soi, sur soi, défoncement en profondeur du terrain pour lui faire produire davantage, les militants du syndicalisme d'action directe ont consacré une part importante de leur temps à forger « la capacité ouvrière » sans laquelle la révolution sociale n'est qu'un leurre.

Enfin leur refus des institutions établies ne les a pas pour autant rejetés dans un individualisme destructeur, mais les a conduits à construire au plus près des travailleurs et par leur initiative les institutions permettant de mettre la solidarité au service de l'individu.

Michel BRANCHIARD

(15) C. Gaslin, « Les grèves de Fougères : (1887-1907) », dans « Le Mouvement social », n° 82, janvier-mars 1973.